



HAL
open science

La ” démondialisation ” : de l’idée altermondialiste à l’enjeu électoral

Alexandre Escudier

► **To cite this version:**

Alexandre Escudier. La ” démondialisation ” : de l’idée altermondialiste à l’enjeu électoral. 2011.
hal-00972943

HAL Id: hal-00972943

<https://sciencespo.hal.science/hal-00972943>

Submitted on 3 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les enjeux

La « démondialisation » : de l'idée altermondialiste à l'enjeu électoral

N°2
Octobre 2011

Alexandre Escudier
Chargé de recherche FNSP

www.cevipof.com



SciencesPo.

CEVIPOF
CNRS

Centre de recherches politiques



N°2

Octobre 2011

Alexandre Escudier
Chargé de recherche FNSP

La « démondialisation » : de l'idée altermondialiste à l'enjeu électoral

Inexistant jusqu'au printemps 2011 dans le débat public français et circonscrit à la sphère d'influence altermondialiste, le concept de démondialisation a fait son entrée soudaine sur la scène politique et médiatique, suite à la convergence de trois facteurs : la crise des dettes souveraines en Europe, la prise de parole publique d'intellectuels hétérodoxes et la candidature d'Arnaud Montebourg à la primaire socialiste.

1/ De l'altermondialisme à la primaire socialiste : l'émergence d'un débat

« Démondialiser » : le mot ne date pas d'hier ni de la primaire socialiste. Fondateur et président d'honneur d'ATTAC, Bernard Cassen lance l'idée en novembre 1996 : « tendre à ce que le périmètre de la prise de décision démocratique coïncide le plus possible avec celui de la capacité de régulation des flux économiques et financiers », tels sont alors l'objectif et l'urgence. Du stato-national au global, le politique se doit ainsi de reprendre la main sur un capitalisme d'un nouveau genre, globalisé, dérégulé et financiarisé. L'effort de réinvention démocratique appelle des mesures et des échelles nouvelles de régulation. Il ne saurait en outre se concevoir sans une sorte d'auto-critique idéologique de l'époque visant à « se démondialiser de l'intérieur » (Cassen, 1996). En 2002 ensuite, dans un entretien et un livre remarquables, l'altermondialiste philippin Walden Bello porte la thématique de la démondialisation (deglobalization) sur la scène internationale. Argumentant la cause d'une nouvelle « gouvernance économique globale », il critique frontalement la politique généralisée du libre-échange orchestrée par l'OMC et plaide pour une

relocalisation des flux financiers globaux ainsi que pour la refonte des politiques fiscales en vigueur, inefficaces et injustes (Bello, 2002a, 2002b).

Le printemps 2011 a radicalement changé la donne. Inexistant jusque-là dans le débat public français et circonscrit à la sphère d'influence altermondialiste, le concept de « démondialisation » a fait son entrée soudaine sur la scène politique et médiatique, à la suite de la convergence de trois facteurs : la crise des dettes souveraines en Europe, la prise de parole publique d'intellectuels hétérodoxes et la candidature d'Arnaud Montebourg à la primaire socialiste. A la faveur d'une conjonction de crise inédite à l'échelle du continent européen, un seuil de discussion publique a ainsi été franchi, grâce auquel les analyses d'un certain nombre de chercheurs et d'intellectuels sur les impasses économiques des trois dernières décennies ont été relayées au niveau de l'offre politique par un protagoniste engagé, à court et moyen terme, dans la course à la Présidence de la République. La préface donnée par le démographe Emmanuel Todd au manifeste d'Arnaud Montebourg intitulé « Votez pour la démondialisation ! » est le signe même de cette conjonction.

2/ Un double enjeu : « globalisation marchande » et « globalisation financière »

Affirmant que « La République [est] plus forte que la mondialisation »¹, Arnaud Montebourg faisait fructifier des discussions récemment engagées dans le champ des sciences sociales, à contre-courant de l'économicisme libre-échangiste ambiant, sous la plume d'auteurs comme Jean-Luc Gréau (2005, 2008), Paul Jorion (2007, 2008, 2011), Jacques Sapir (2003, 2011), Jacques Généreux (2006, 2010 ab, 2011), Emmanuel Todd (2008), Frédéric Lordon (2009) ou encore le Manifeste des économistes atterrés (2010). Un site internet abondamment nourri sur le thème en a même résulté².

A l'instar des analyses de Jacques Sapir (2011), deux volets doivent être distingués dans ce débat : la « globalisation marchande » d'un côté et la « globalisation financière » de l'autre. La première porte sur le libre-échange, la structure contemporaine du commerce international et sur la mise en concurrence globale des coûts du capital et du travail en différents points de la planète relativement à la disparité des normes syndicales, fiscales, sanitaires et écologiques en vigueur. Le constat est largement partagé entre les différents analystes et protagonistes : la libre circulation des capitaux, de la main d'œuvre et des biens, les dumpings social, fiscal et écologique subséquents ainsi que les différentiels de coût de production sont à l'origine des délocalisations contemporaines, de la désindustrialisation des pays développés, de la montée du chômage, d'une irrésistible compression des salaires vers le bas (en compensation d'un euro trop fort) et d'une contraction structurelle de la demande intérieure. L'économie ne semblant plus maîtrisable par le politique, et le sentiment de déclassement gagnant

classes moyennes et classes populaires, c'est le système démocratique tout entier qui se trouverait durablement fragilisé (Todd 2008), moyennant la dénonciation de l'immigration, des élites, de la corruption ainsi que des inégalités sociales et fiscales.

De cette analyse des mécanismes récessifs de la « globalisation marchande », un second débat a découlé sur la nécessité de mettre ou non en place un « protectionnisme européen ». Le démographe Emmanuel Todd est assurément à l'origine de cette nouvelle interrogation sur les impasses de « l'utopie libre-échangiste » et ses possibles remèdes (Todd 1998, chap. 6 ; Todd 2008 ; List 1841). Elle est aujourd'hui relayée par un collectif de réflexion³, largement en phase avec les chercheurs et intellectuels hétérodoxes précédemment évoqués, et non sans lien parfois avec la Fondation Res Publica présidée par Jean-Pierre Chevènement. Aussi bien pour Emmanuel Todd que pour Arnaud Montebourg, l'objectif est clair : promouvoir un « protectionnisme moderne, vert et européen » (Montebourg 2011 : 51) afin de « créer les conditions d'une remontée des salaires » et de provoquer une « relance par la demande intérieure européenne » (Todd 2008 : 293). Le 19 mai 2011, l'association « Manifeste pour un débat sur le libre-échange » a directement posé la question de la résonance publique de ces thématiques à travers un sondage commandé à l'IFOP duquel il ressort que 65% des sondés (dont 72% d'hommes et 55% de femmes) se prononcent en faveur d'une hausse des droits de douane aux frontières de l'Union Européenne et que 64% d'entre eux (dont 70% d'hommes et 59% de femmes) estiment que la question du protectionnisme européen doit devenir un sujet important en France lors de l'élection présidentielle de 2012. 75% des personnes interrogées en mai considéraient enfin que, pour les dix années à

¹ Sous-titre du manifeste, *Votez pour la démondialisation*.

² www.demondialisation.eu

³ www.protectionnisme.eu

venir, l'ouverture des frontières aux marchandises provenant de Chine et d'Inde aurait des effets négatifs aussi bien en France qu'en Europe⁴.

Le second grand volet que recoupe la sémantique de la « démondialisation » renvoie à la « globalisation financière » du monde contemporain. C'est un tout autre débat que celui portant sur le libre-échange. Ce dont il s'agit ici en substance, c'est de reprendre politiquement la main par rapport aux marchés financiers globalisés via : 1) la re-régulation de la libre circulation des capitaux d'une zone monétaire à l'autre, 2) la refonte totale du système bancaire (en mettant notamment fin aux banques dites universelles qui cumulent les trois activités classiques de dépôts, d'affaires et de trading), 3) la taxation européenne et nationale des transactions financières, 4) la réforme des statuts de la Banque centrale européenne de sorte à lui attribuer un rôle régulateur accru en termes de politique monétaire contre-cyclique et de rachat des dettes souveraines, 5) la réforme profonde du système monétaire international, chroniquement instable depuis la désagrégation du système de Bretton Woods, 6) la lutte coordonnée contre les paradis fiscaux en Europe et ailleurs, 7) la création d'une agence de notation européenne indépendante de sorte à faire pièce aux trois grandes agences de notation existantes (Moody's, Standard and Poor's, Fitch Ratings).

3 / Lignes de clivage et amalgames à venir

La thématique de la « démondialisation » a vite été dénoncée dans la presse comme « illusion démagogique » (Pierre Lellouche), « concept réactionnaire » (Pascal

Lamy), « économiquement inefficace et politiquement effrayante » (Zaki Laïdi)⁵. Et en effet, même si les enjeux socio-économiques qu'elle recouvre sont techniquement explicites, la « démondialisation » peut être maniée de façon si massive dans l'arène politique qu'elle se prête à bon nombre d'investissements idéologiques divergents.

Tout d'abord, le slogan n'est pas l'apanage de la gauche du PS, incarnée par Arnaud Montebourg au travers d'une rhétorique frondeuse, propre à réancrer le parti sur sa gauche et à faire monter la pression programmatique au centre (ainsi qu'en témoigne sa lettre du 11 octobre 2011 à Martine Aubry et François Hollande entre les deux tours des primaires socialistes). A travers la question du protectionnisme, il permet notamment de faire dialoguer ensemble des responsables politiques très éloignés l'un de l'autre comme Arnaud Montebourg et Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la République⁶.

Si elle rapproche Arnaud Montebourg de certaines des positions défendues par Jean-Luc Mélenchon et Jacques Généreux au Front de Gauche (Généreux 2011), la notion s'avère relativement clivante à la gauche du PS, et notamment parmi certains membres du conseil scientifique d'ATTAC aux yeux desquels la démondialisation serait « un concept superficiel et simpliste »⁷. Les pierres d'achoppement sont multiples, quoique d'importance inégale suivant les auteurs : 1) le rôle de la souveraineté populaire et de l'Etat-Nation en matière de protectionnisme et de stratégie de sortie de crise, 2) la question de la sortie de l'Euro, 3) celle du Traité de Lisbonne, 4) l'impasse faite sur les firmes transnationales fonctionnant en réseaux et

⁴ http://www.protectionnisme.eu/Sondage-IFOP-Les-Francais-et-le-protectionnisme-economique_a131.html

⁵ Cf. *Le Monde*, 30 juin et 1^{er} juillet 2011, avec la réponse d'Aquilino Morelle, directeur de campagne d'Arnaud Montebourg, dans *Le Monde*, 8 septembre 2011, p. 20.

⁶ Cf. leur prise de position respective dans *La Tribune*, 14 septembre 2011, p. 22.

⁷ Mediapart, 6 juin 2011, avec la réponse polémique de Jacques Sapir sur Mediapart le 20 juin 2011 et celle de Frédéric Lordon sur son blog « La pompe à phynance » du *Monde diplomatique*.

étant capables de se soustraire à toute hausse des droits de douane européens, 5) le risque d'abandon de la solidarité Nord-Sud et celui d'une pénalisation des salariés des pays émergents, et surtout 6) la question de l'ambiguïté populiste du concept de « démondialisation » (contrairement à la notion d'altermondialisme) et la récupération probable de la thématique par le Front national selon une variante « anti-mondialiste » indifférenciée et dure, mettant en avant les seules questions migratoires aux dépens du binôme technique « globalisation marchande » / « globalisation financière ».

Les mécanismes économiques de la crise étant si complexes, on peut en effet se demander si l'indifférenciation analytique ne l'emportera pas au final, pour ne plus conserver du slogan initial de la « démondialisation » que ce que le FN en aura idéologiquement reconfiguré après l'avoir vidé de son sens sur la question du libre-échange et celle de la régulation financière et bancaire. Le thème frontiste de l'immigration pourrait ainsi à terme occulter l'enjeu et la complexité de l'argumentation. Le danger n'a pas échappé à Arnaud Montebourg ni à son équipe de campagne, tant ils n'ont eu de cesse ces derniers mois de marquer la différence de fond séparant les deux approches : « La démondialisation, écrit Aquilino Morelle, s'oppose ainsi autant au délire de l'ouverture infinie des marchés détruisant les protections sociales, les industries et les modes de vie, qu'au repli nationaliste et haineux de Marine Le Pen »⁸.

4/ Une élévation durable du débat public ?

Les circonstances internationales et locales – la crise de la dette souveraine et les primaires socialistes – nous ont fait entrer, à

l'évidence, dans un débat substantiel sur le libre-échange, la régulation financière et bancaire globale, le cercle vicieux « dette / austérité / récession » et la fin de ce que Hervé Juvin a pu appeler la « théologie de la croissance » (Juvin 2010). Au vu de l'étendue des problèmes qu'il cristallise et soulève, le slogan de la « démondialisation » se prête certes à l'amalgame et au flou contestataire, aussi bien à droite qu'à gauche de l'échiquier politique, mais de par son noyau dur analytique quant aux ressorts systémiques de la crise (« globalisation marchande » et « globalisation financière »), il a permis de débattre publiquement de questions jusque-là réservées à un cercle minoritaire, et confidentiel, de chercheurs et intellectuels hétérodoxes. Que l'on se range du côté des démondialisateurs ou qu'on les combatte, le contraste avec la politique médiatisée des petites phrases est ici frappant. Les hommes politiques français et les Français se sont mis à parler de mécanismes économiques précis et des conditions générales d'une reprise en main du politique sur le fatalisme de la « contrainte extérieure ». La course à la présidence de la République des prochains mois ne manquera pas de décevoir ou bien de confirmer les anticipations optimistes des observateurs qui pensent que cette élévation du débat de fond et de la volonté politique pourraient s'avérer durable et régénératrice pour la démocratie contemporaine.

⁸ *Le Monde*, 8 septembre 2011.

Pour aller plus loin :

- > BELLO (Walden) 2002a : « Pacific Panopticon », *New Left Review*, n° 16, juillet-août 2002, traduction française sous le titre « Une voix du Sud. Entretien avec Walden Bello », *Mouvements*, n° 25, 2003/1, p. 81-91.
- > BELLO (Walden) 2002b : *Deglobalization: Ideas for a New World Economy*, Dhaka, University Press/ Londres, Zed Books, 2002.
- > CASSEN (Bernard) 1996 : « Scénarios de la mondialisation », *Manière de voir*, n° 32, novembre 2006, texte reproduit avec une postface de décembre 2010 sous le lien <http://www.medelu.org/Et-maintenant-demondialiser-pour>
- > GÉNÉREUX (Jacques) 2006 : *La dissociété*, Paris, Seuil, 2006.
- > GÉNÉREUX (Jacques) 2010a : *La grande régression*, Paris, Seuil, 2010.
- > GÉNÉREUX (Jacques) 2010b : *L'autre société*, Paris, Seuil, 2010.
- > GÉNÉREUX (Jacques) 2011 : *Nous, on peut ! Pourquoi et comment un pays peut toujours faire ce qu'il veut face aux marchés, face aux banques, face aux crises, face à la BCE, face au FMI*, préface de Jean-Luc Mélenchon, Paris, Seuil, 2011.
- > GRÉAU (Jean-Luc) 2005 : *L'avenir du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2005.
- > GRÉAU (Jean-Luc) 2008 : *La trahison des économistes*, Paris, Gallimard, 2008.
- > JORION (Paul) 2007 : *Vers la crise du capitalisme américain ?*, Paris, La Découverte/ MAUSS, 2007.
- > JORION (Paul) 2008 : *La crise : des subprimes au séisme financier planétaire*, Paris, Fayard, 2008.
- > JORION (Paul) 2011 : *Le capitalisme à l'agonie*, Paris, Fayard, 2011.
- > JUVIN (Hervé) 2010 : *Le renversement du monde : politique de la crise*, Paris, Gallimard, 2010.
- > LIST (Friedrich) 1841 : *Système national d'économie politique* [1841], préface d'Emmanuel Todd, Paris, Gallimard, 1998.
- > LORDON (Frédéric) 2009 : *La crise de trop : reconstruction d'un monde failli*, Paris, Fayard, 2009.
- > *Manifeste des économistes atterrés*, Editions Les liens qui libèrent, 2010.
- > MONTEBOURG (Arnaud) 2011 : *Votez pour la démondialisation ! La République plus forte que la mondialisation*, préface d'Emmanuel Todd, Paris, Flammarion, 2011.
- > SAPIR (Jacques) 2003 : *Les Trous noirs de la science économique : Essai sur l'impossibilité de penser le temps et l'argent*, Paris, Seuil, 2003.
- > SAPIR (Jacques) 2011 : *La démondialisation*, Paris, Seuil, 2011.
- > TODD (Emmanuel) 1998 : *L'illusion économique : essai sur la stagnation des sociétés développées*, Paris, Gallimard, 1998.
- > TODD (Emmanuel) 2008 : *Après la démocratie*, Paris, Gallimard, 2008.